

L'imam Yahya Pallavicini défend une approche franche et apaisée de l'islam à l'école

«Les enseignants doivent être libres»

« IGOR CARDELLINI

Religion » Cette semaine, douze millions d'élèves français ont observé une minute de silence pour Samuel Paty. Un hommage rendu au professeur d'histoire-géo de Conflans assassiné le 16 octobre pour avoir montré en classe des caricatures de Mahomet dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression. Le drame interroge à nouveau des rapports potentiellement délicats entre liberté d'expression et respect des convictions religieuses musulmanes. Comment les aborder en classe?

La question sera débattue lors du colloque *L'islam en classe*, organisé par le Centre suisse islam et société (CSIS) de l'Université de Fribourg. Yahya Pallavicini, imam de la mosquée Al-Wahid de Milan et président de la Communauté religieuse islamique italienne (Coreis), propose une voie fondée sur le respect mutuel.

Le drame français s'invite au cœur du thème du colloque auquel vous participez. Comment parler de l'islam à l'école?

Yahya Pallavicini: Cet acte barbare n'a rien à voir avec l'islam authentique. Il me semble important que parler de l'islam à l'école se fasse indépendamment de l'actualité, dans un premier temps. Il faut présenter l'islam simplement comme une des religions et les musulmans comme une des communautés de croyants présentes dans la population. Il s'agit d'abord d'expliquer des racines, une civilisation et l'histoire de sa pensée religieuse, comme on le fait pour les religions chrétienne, juive ou bouddhiste. Cette approche permet de dépassionner la discussion et d'éviter d'associer de manière stéréotypée la religion aux dérives terroristes. La démarche n'empêche cependant pas, dans un deuxième temps, d'aborder les périodes de l'histoire marquées par des conflits fratricides et aussi celles, plus heureuses, où les communautés religieuses ont su coopérer.

Quel rôle doit jouer l'enseignement public?

Il doit apporter une éducation inter-confessionnelle et jouer un rôle de trait d'union. Apporter aux élèves une connaissance des différentes communautés, comment elles ont coexisté ou se sont affrontées. C'est primordial dans une société pluraliste qui respecte les droits fondamentaux et les différentes sensibilités, croyantes et non croyantes, et qui écarte toute discrimination. Cela signifie aussi que l'on ne peut pas limiter professionnellement les enseignants en raison d'hypersensibilités, quelles qu'elles soient. Un professeur doit pouvoir utiliser des caricatures pour ouvrir un débat, faire comprendre la liberté d'expression ou un mauvais usage de celle-ci. Cela s'accompagne évidemment d'une responsabilité et doit être fait avec intelli-



Pour l'imam italien, il est important d'éviter les «frilosités» consistant à éviter de parler de l'islam. DR

gence. Les raisons motivant l'usage de caricatures doivent être claires.

«Liberté d'expression» et «islam» sont souvent traités en opposition... Comment concevez-vous ce rapport?

Je trouve critiquable le fait que des institutions publiques exhibent sur des im-

meubles de l'Etat français des caricatures de Mahomet comme symbole de la liberté d'expression. L'idée de la laïcité, c'est la neutralité par rapport à n'importe quel dogme et théologie. Je suis perplexe face à ce genre de procédés qui m'apparaissent davantage comme une instrumentalisation dangereuse de la

liberté d'expression que comme un usage normal de cette dernière.

Du côté religieux, certains imams ne laissent pas de place au pluralisme que vous prêchez...

C'est vrai. Il faut le reconnaître, il est difficile de trouver des interlocuteurs

fiables de l'islam en Europe. Cette situation est due à la fois à un manque d'offres de formation religieuse en Europe, mais aussi à une dégénérescence des formations dans le monde arabo-musulman. Ces lacunes laissent la place à des prêcheurs qui diffusent une idéologie radicale. Il s'agit d'une nouvelle génération d'immigrés formés au fondamentalisme politique du monde arabo-musulman et du Pakistan. Trop souvent, ces mêmes personnes qui s'autoproclament compétentes sur l'islam méconnaissent complètement la société dans laquelle elles agissent. Elles créent une fracture avec leur pays d'accueil, fondé sur les règles démocratiques laïques, en privilégiant la primauté de Dieu au mépris de toute autre forme d'autorité. C'est tout à fait problématique car cela contribue à construire la religion musulmane et les musulmans comme étrangers aux sociétés européennes.

«Trop souvent, ces personnes qui s'autoproclament compétentes créent une fracture avec leur pays d'accueil»

Yahya Pallavicini

Comment favoriser des valeurs religieuses conciliables avec nos sociétés sécularisées?

En s'appuyant sur des interlocuteurs fiables et en privilégiant la constitution d'un réseau de représentants à même de jouer le rôle de pont entre fidèles et autorités, dans les villes et les régions. Pour que cela fonctionne, il faut que ces représentants musulmans soient indépendants de tout courant idéologique. Trop souvent en Europe, ce lien fait défaut, ce qui profite au terrorisme.

La Suisse compte 370 000 musulmans. Les enseignants se demandent également comment traiter l'islam en classe. Signe d'une difficulté à intégrer la diversité culturelle?

Non, c'est positif. Les citoyens suisses et immigrés, musulmans et non musulmans, ont la possibilité d'apprendre à mieux connaître l'islam. C'est aussi l'occasion pour la société suisse de reconnaître ses musulmans comme partie intégrante de son identité contemporaine. Il faut éviter les frilosités qui ont pour effet d'invisibiliser une partie de la population. Il faut parler de l'islam à l'école dans le cadre d'une ouverture générale aux religions qui composent le paysage culturel du pays. »

» Le colloque en ligne *L'islam en classe* est organisé les 6 et 7 novembre. Inscription pour la table ronde aujourd'hui à 17 heures: par e-mail à l'adresse: szig@unifr.ch. Plus d'informations sur www.unifr.ch/szig

PUBLICITÉ

N'affaiblissons pas les PME suisses !

Le Groupement pour une Suisse sans armée s'en prend aux nombreuses PME suisses qui fabriquent des pièces détachées pour l'industrie de l'armement et des biens à double usage (civil et militaire). Par exemple des vitres pour les avions, des radios et des revêtements spéciaux.

L'initiative leur interdit l'accès aux crédits ! Comment vont-elles se financer et préserver les emplois ?

En ces temps de crise, c'est irresponsable !

GSsA-non.ch

X le 29 novembre
NON
à l'initiative extrême du Groupe pour une Suisse sans armée

AGRESSIONS UNE FEMME ARRÊTÉE

Une femme de 28 ans a été appréhendée pour lésions corporelles simples et injures à Genève. Elle aurait asséné des coups de coude dans les côtes d'une passagère de bus, en l'insultant sans raison. Elle l'a ensuite suivie et l'a saisie par le cou tout en lui tirant les cheveux. ATS